



F.S.U.

**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration de la FSU au CTA du 26 Janvier 2018

Les propositions de dotation de notre académie témoignent de la brutalité de la politique éducative de notre gouvernement. Les choix opérés au niveau du ministère sont loin de répondre aux attentes des jeunes et des personnels de l'éducation.

L'augmentation des postes créés dans le premier degré, si elle est nécessaire, ne fait pas illusion. Ces créations sont largement insuffisantes pour développer des CP et CE1 à 12 élèves sans ponctionner les moyens des écoles qui n'appartiennent pas aux réseaux d'éducation prioritaire. De plus la scolarisation des moins de trois ans doit être davantage confortée dans nos territoires. Gageons par ailleurs que la démographie en baisse n'aie pas été surévaluée comme cela s'est déjà produit dans le passé.

L'enseignement professionnel est également sacrifié, c'est méconnaître les difficultés et les besoins des jeunes qui y sont accueillis. Ce sont les collègues et SEGPA qui vont porter l'essentiel de l'effort : moins 95 postes alors que les effectifs sont stables. Ces éléments font craindre le pire pour l'enseignement adapté et les collègues qui viennent à peine d'absorber la réforme. Notre académie se caractérise-t-elle par la grande réussite scolaire ? Nous constatons bien sûr que non...

Concernant les personnels administratifs, force est de constater une dégradation régulière depuis 2004. En 13 rentrées, c'est 160 postes administratifs qui ont été supprimés dans l'académie. Cette rentrée 2018 ne déroge pas à la règle avec la suppression de 8 postes, rendant ainsi la gestion du système éducatif par les services académiques encore plus exsangue, alors même que ses services sont déjà sous pression. Les personnels non enseignants s'opposent fermement à toute dégradation nouvelle de leurs conditions de travail et revendiquent le maintien de tous les emplois administratifs.

Dans ces conditions, la FSU ne peut souscrire à cette logique de fermetures qui s'inscrit dans une politique globale de baisse des dépenses publiques. Cela va à l'encontre de l'intérêt général et plus particulièrement de l'élévation de la qualification des jeunes. C'est pourquoi les syndicats de la FSU : SNUipp, SNUEP, SNES, SNASUB ont boycotté le comité technique académique la semaine passée.

Une autre partie de notre déclaration madame le recteur est de dénoncé la politique Blanquer qui s'inscrit dans la logique du projet socio-économique de Macron : réduction des dépenses publiques, délégation de service public à l'entreprise privée, transformations progressives qui permettront l'ouverture aux marchés de l'action publique notamment dans le domaine scolaire.

Ces évolutions néolibérales s'inscrivent dans une logique économique évidente de profits financiers. Elles pourraient apparaître comme strictement techniques et cyniquement centrées sur ces profits financiers. Mais elles se mêlent d'évolutions plus idéologiques dont certaines font preuve de perspectives franchement réactionnaires. Ainsi, le discours mettant en doute la nécessité d'une compétence professionnelle pour enseigner est de retour. Boris Cyrulnik affirme que l'essentiel pour un enseignant n'est pas le diplôme ou le niveau

d'études. Certes, c'est moins raide que la surveillance des siestes et le changement des couches de Darcos mais cela procède de la même volonté de préparation idéologique d'une remise en cause statutaire. Et qui pourrait croire que nous fantasmons sur cette question quand nous constatons que tout cela converge avec la diminution des postes aux concours et la remise en cause même de ces concours. Dans notre académie plus qu'ailleurs, Madame la rectrice nous avons besoins d'enseignants formés et qualifiés. Or le taux de contractualisation est bien trop élevé et ne permet même pas de répondre aux besoins éducatifs sur le terrain. Alors oui le rectorat d'Amiens se doit d'être innovant avec l'UPJV pour préparer les étudiants de nos territoires à la réussite de ces concours.

Du renforcement de la sélection à l'entrée à l'Université à la centration de l'école sur les seuls apprentissages fondamentaux, à la mise en doute de la pertinence de l'enseignement général dans la voie professionnelle ou aux illusions du lycée modulaire ... tout converge vers un renoncement aux valeurs les plus essentielles, celles qui affirment l'égalité comme une condition d'une école capable de porter l'émancipation de toutes et tous.

Le retour de la journée de carence dans la fonction publique, inefficace au possible n'est elle pas la non plus, une mesure purement idéologique, contre productive et injuste ? La baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires avec le report de certaines mesures PPCR, et l'augmentation des prélèvements pour la retraite en se début d'année ne favorise pas non plus un climat serein et une juste reconnaissance de nos métiers.